

# « Terre et liberté ». La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance d'Aurélien Berlan

(Synthèse par Ana Minski)

Dans son essai Aurélien Berlan critique la liberté telle que pensée par les classes dominantes, de l'Antiquité à nos jours. Il juge cette liberté, qu'il qualifie de « quête de délivrance », comme principale cause du capitalisme, des inégalités et de l'asservissement. Il préconise une autre conception de la liberté, celle que les peuples ont toujours cherché à défendre : l'autonomie matérielle contre la mégamachine capitaliste et aliénante.

## 1. Des Anciens aux Modernes : variation autour d'une liberté négative

La « délivrance » est la volonté de « se libérer du fardeau de la vie sur terre », de dépasser la condition humaine, d'en supprimer les limites. Cette quête serait la cause principale des dominations, et serait au cœur des religions mais aussi de la pensée scientifique et rationaliste moderne. La délivrance serait donc une liberté qui vise à se libérer de quelque chose, en cela elle est une **liberté négative**.

### a. Les Anciens et la sphère publique

Dès l'Antiquité, les classes dominantes ont conceptualisé la liberté en l'associant à la libération du fardeau des tâches quotidiennes liées au maintien et au soin de la vie physique.

Elles méprisaient les subalternes chargés d'accomplir ces tâches, et qui étaient considérés comme des êtres réduits aux nécessités biologiques.

Les hommes libres étaient ceux qui se partageaient le pouvoir et participaient à la sphère politique.

La subsistance a ainsi été associée à la survie tandis que la vie digne consistait à se consacrer à l'action politique, à la contemplation théorique et artistique.

Avec l'idéologie du « capitalisme moderne », la liberté des Modernes, celle des libéraux, n'est plus recherchée dans la sphère politique mais dans les affaires individuelles, dans la sphère privée et domestique.

### b. Les Modernes et la liberté individuelle

L'essai *Principes de politique applicables à tous les gouvernements représentatifs* (1815) de Benjamin Constant (1776 – 1830), écrit en réaction à la Révolution, témoigne du changement qui s'opère dans la conception de la liberté chez les libéraux. Les libéraux défendent une liberté individuelle « fondée sur la propriété et le règne du droit » (p. 24). Cette conception de la liberté suppose de refuser toute contrainte, tout obstacle, toutes limites, toute ingérence dans la sphère privée. Elle est garantie par l'État de droit chargé de la protéger. Au contraire, l'espace public est perçu comme un espace soumis au contrôle social qui dissuade, par l'autocensure, à laisser libre cours aux idées et envies personnelles.

La liberté est alors perçue comme possibilité de se protéger du regard de l'autre, de l'opinion d'autrui. Pour les plus excentriques, la liberté est incompatible avec la société. Cette conception de

la liberté serait individualiste. Les facteurs socio-historiques, depuis 1819, renforceraient cette liberté essentiellement préoccupée des jouissances privées.

Avec le développement de la société industrielle et marchande s'accroît l'intérêt des classes dominantes pour la sphère privée et les activités personnelles.

« La massification de nos sociétés a continué de diluer le poids que chacun peut avoir dans le processus de décision politique, tout en accroissant celui des experts et des technocrates. En parallèle, le développement de la société marchande et salariale a accentué notre indisponibilité politique et entraîné l'essor de la consommation de masse, qui démultiplie à l'infini les attraits de la vie privée. » (p. 39)

Isaiah Berlin (1909 – 1983), dans son essai *Éloge de la liberté* (1994) estime qu'il n'y a pas de lien entre démocratie, c'est-à-dire souveraineté populaire, et liberté. Le libéralisme se consolidera en accentuant la défense de la liberté privée.

« La sphère domestique privée est alors devenue un simple lieu de consommation, destiné à assurer la reproduction de la force de travail. » (p. 43)

Les valeurs des modernes sont désormais « le repos, l'aisance, l'industrie et la jouissance. » Pour être libre, l'homme moderne vise à se débarrasser des désagréments de la vie sociale et biologique, des maux de la nature humaine que sont le manque, l'effort et le conflit.

La liberté individuelle, d'abord comprise comme liberté d'entreprendre et de commercer, et ensuite devenue droit au repos, au calme, à la tranquillité. Elle est assimilée à l'absence de troubles politiques et de guerre, exige de s'épanouir loin des désagréments de la vie politique, dans un idéal de paix. L'indépendance individuelle des libéraux est une relation juridico-politique qui assure le rejet de l'ingérence étatique dans la sphère privée.

### c. Une conception apolitique de la liberté

La politique considérée comme un mal, une cause de conflit, existait chez les philosophes de l'Antiquité qui valorisaient la *vita contemplativa* au détriment de la *vita activa*. Ils ont développé le concept de liberté intérieure qui sera repris par le christianisme et sa notion de libre arbitre.

Pour les chrétiens, il faut pouvoir se concentrer sur son salut et pour cela se libérer des soucis de la vie publique. Tandis que les Grecs valorisaient la conflictualité (*argon*), les chrétiens privilégient l'unité et la concorde.

« La pensée moderne a hérité de cette dévalorisation chrétienne de la politique, et de la réduction de la liberté au libre arbitre. » (p. 58)

La liberté n'est plus une question politique et le pouvoir de gouverner devient un pouvoir administratif visant à gérer la sécurité. La gestion sera bientôt abandonnée aux experts.

La sphère privée promue par la classe dominante était inspirée de la sphère domestique patriarcale de l'Antiquité dans laquelle le père de famille, seul maître chez lui, profitait du travail de ses esclaves. Pour être libre, il lui fallait se délester des contraintes liées au corps, à la biologie.

Malgré tout, dans l'Antiquité, et jusqu'à l'expansion de la société de consommation, la sphère domestique restait la sphère de la subsistance, de la vie de famille, de l'éducation, de la croyance, de la liberté des opinions, des affaires personnelles, commerciales et financières.

Avec l'accaparement des communs<sup>1</sup>, le développement de l'industrie et la généralisation de l'économie de marché, elle a été amputée de ses nombreuses activités pour se réduire à une sphère de repos et de consommation, perdant peu à peu ses fonctions productives et éducatives.

Elle a été également envahie par des médias de masse puis soumise à une surveillance de plus en plus étroite.

Tandis que les médias de masse œuvrent à une normalisation culturelle et au consentement des individus au consumérisme, le [développement des technologies numériques](#) œuvrent à la disparition de la sphère privée au profit d'un régime totalitaire qui avance masqué : « un régime totalitaire ne s'arroge pas seulement un monopole de la sphère publique ; comme l'a montré Hannah Arendt, il tente de soumettre et d'exploiter à ses propres fins toutes les sphères de l'existence, jusqu'aux plus intimes. » (Célia Izoard)

« (...) l'informatique est l'outil bureau(cra)tique par excellence, et l'informatisation de la vie est le symptôme de sa bureaucratisation croissante. » (p. 27)

Le manque de réaction d'une majorité des citoyens face aux révélations de Snowden, prouve que la conception des Modernes de la liberté, fondée sur le respect et la non-ingérence de l'État dans la sphère privée, est caduque.

La liberté est désormais celle de pouvoir se libérer des désagréments liés à la vie politique et biologique, des nécessités matérielles du quotidien. C'est ainsi que les modernes ont remplacé les dépendances interpersonnelles par des dominations impersonnelles, bureaucratiques, publiques et privées qui déterminent les formes de vie, de la naissance à la mort, des individus.

#### **d. L'idéologie du Progrès scientifique et technologique**

Pour croire en cette délivrance promise par la science et la technologie, l'homme moderne doit nier sa dépendance au système capitaliste industriel qui le tient pourtant prisonnier « matériellement et mentalement, individuellement et collectivement. » (p. 10)

Il construit dès lors une autre idée de la liberté qui rejoint celle des classes dominantes et esclavagiste de l'Antiquité : se délivrer du travail domestique, c'est-à-dire des tâches liées au soin du corps, des nécessités matérielles du quotidien. Les hommes se pensent libres parce que les machines remplaceraient les esclaves d'autrefois, et libéreraient les hommes du travail. La machine à laver, nous dit-on, aurait libéré la femme. Pourtant, la construction de ces machines ne peut exister sans l'industrie qui est la surexploitation de toutes les ressources : humaines, animales, minérales, etc.

La multiplication des machines, du petit électroménager, des marchandises participe au sentiment de liberté de l'homme actuel. Ce sentiment est essentiellement lié à la diversification des choix qui lui sont proposés. Mais la possibilité de choisir dépend directement de l'argent. La liberté de choix est fondamentalement inégalitaire, étroitement liée à l'univers marchand et urbain.

Ce système paraît nous libérer d'un certain nombre de désagréments liés à la vie en société et à la biologie, la technologie nous fait miroiter la possibilité de dépasser la condition humaine, mais nous sommes dépendants de l'argent qui permet d'acheter les marchandises et donc esclaves du salariat.

---

<sup>1</sup> Rocquigny de T., Hovine A., (2021), « Posséder la terre : une histoire de clôtures », *Entendez-vous l'écho ?*, radio France : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/posseder-la-terre-une-histoire-de-clotures-5917706>

Ce système est intrinsèquement inégalitaire. Nous ne pouvons nous procurer la majorité des objets que nous utilisons que parce que nous acceptons que d'autres les fabriquent à notre place, que d'autres souffrent des conditions de travail qu'impose la quête des matières premières nécessaires à leur fabrication, que d'autres subissent les conséquences écologiques de l'extractivisme, de la déforestation, de la pollution des eaux. Le système industriel n'est possible que parce que nous acceptons que d'autres soient corvéables et miséreux.

D'autre part, l'industrie – la production de masse – n'est pas émancipatrice. Non seulement parce qu'elle n'est possible que par une division du travail qui exploite les populations et les pays les plus pauvres, mais aussi parce que nos besoins dépendent de son bon fonctionnement. Malgré cette réalité, « la gauche d'inspiration marxiste ou keynésienne, héritière d'une vision de l'histoire basée sur la foi dans le Progrès, était focalisée sur les questions d'inégalités dans la répartition des fruits du développement scientifique, technique et économique. » (p. 11)

La gauche libérale est encore convaincue du bien-fondé du progrès technologique et scientifique, de la nécessité pour les hommes de se délivrer des nécessités matérielles du quotidien. C'est pour toutes ces raisons que la gauche libérale n'a pas été capable de penser la question sociale.

#### **e. Une autre révolution est nécessaire**

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, la structure économique de la nouvelle société, dépendante du développement industriel et du travail salarié, a produit une misère de masse et la nécessité de penser une nouvelle sphère, la sphère sociale.

« La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est en effet marquée par la prise de conscience d'une forme de misère qui paraît accompagner le développement de la richesse et le progrès de la civilisation. La question sociale se pose, à nouveaux frais parce que ces “nouveaux pauvres” sont maintenant plantés au cœur de la société, ils forment le fer de lance de son appareil productif. » (Castel, p 218, cité par Berlan in *L'inventaire* n° 1)

Le système corporatif disparaît au fur et à mesure que se développe le machinisme, transformant un nombre toujours plus important d'artisans et de paysans en prolétaires.

La simplification des tâches permet à l'employeur de recruter et de mettre en concurrence tous avec tous et plus particulièrement les femmes et les hommes, les enfants et les hommes. La question sociale est donc celle de la question des ouvriers qui sont soumis à la logique structurelle du mode de production capitaliste. Elle concerne le travail et l'entreprise. Le travail salarié est imposé par autrui, discipliné, morcelé. Il doit être différencié de l'effort qui nous permet d'exprimer toute la diversité de nos facultés physiques et mentales.

La question sociale se constitue donc « au croisement du politique et de l'économique. » Mais il ne faut pas confondre le social et la question sociale. Le social, c'est la réponse non révolutionnaire à la question sociale. Il consiste à « tenter d'apporter des correctifs aux contre-finalités les plus inhumaines de l'organisation de la société, mais sans toucher à sa structure » (Castel, *ibid.* 245).

Le social désamorce le potentiel explosif des passions politiques et tempère les effets désastreux du système.

Enfin, la critique culturelle du système industriel dénonce, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, l'expansion des villes de plus en plus tentaculaires, le règne des machines, la marchandisation, le système des partis, la société de masse et ses valeurs bourgeoises, libérales et matérialistes<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Berlan A., (2014), « Pour en finir avec l'alternative “progrès” et “réactionnaire” », revue *L'An 02*, numéro 6 : <https://lesruminants.com/2024/04/16/pour-en-finir-avec-lalternative-progres-ou-reaction-aurelien-berlan/>

« Une critique pertinente du capitalisme nous semble aujourd'hui devoir articuler ces deux approches, sociale et culturelle<sup>3</sup>. »

## 2. La liberté positive

La **liberté positive** vise à être libre pour faire quelque chose. Elle est synonyme d'autonomie, d'autodétermination, d'accomplissement de soi.

Elle est le contraire de la domination sociale et non une exigence d'abolition de toutes contraintes.

Elle consiste à atteindre « une cohérence entre ce que l'on fait et ce que l'on pense. » (p. 14) et pour cela, elle ne vaut que si nous sommes matériellement et psychologiquement indépendants du système industriel. Elle implique donc de pouvoir se nourrir sans enrichir les cartels agro-industriels, de vivre dans des cabanes, de se soigner avec les plantes, etc.

La liberté ne peut exister sans une émancipation du salariat, de la consommation et de la « démocratie » représentative. Parce qu'elle n'est réelle que si nous préservons notre condition humaine, c'est-à-dire notre lien à la terre.

### a. Autonomie, autarcie : les conditions pour une liberté positive

« Alors que la liberté individuelle est le corollaire de l'État (central) et du marché (mondial), l'autonomie est leur ennemie. » (p. 156)

Étymologiquement, la notion d'autonomie – de *nomos* (loi) et *autos* (soi-même) – signifie « se donner sa propre loi », « se régir par ses propres lois ». Le soi renvoie à un groupe, une communauté, une cité. L'autonomie, centrée sur la question juridico-politique, est un concept collectif, politique, de liberté.

L'autonomie prendra une inflexion matérialiste pour désigner l'autosuffisance. C'est l'accès aux moyens de subsistance qui conditionne l'autonomie matérielle, la capacité à se fixer les fins et les moyens de son action.

Cette autonomie matérielle devient un prérequis à la liberté collective. Pour la concrétiser, il est indispensable de critiquer la technique.

Mais viser l'autonomie alimentaire et énergétique ne suffit pas. L'autonomie ne peut faire l'économie du politique :

« L'autonomie politique consiste alors à s'organiser collectivement pour se donner ses propres lois (en général par le biais d'une assemblée générale) et s'occuper des affaires communes (plutôt par l'intermédiaire d'un conseil ou de personnes missionnées par l'assemblée), en évitant l'autonomisation des fonctions politiques en un appareil séparé. Ce qui suppose des formes de démocratie directe reposant sur l'isonomie (les règles sont les mêmes pour tous) et l'*isegoria* (tout le monde a droit à la parole), la rotation et la collégialité des charges (qui doivent changer de main régulièrement et être partagées entre plusieurs personnes qui se contrôlent mutuellement), le mandat impératif et révocable quand il y a délégation de pouvoir (les délégués n'ont pas la permission de faire ce qu'ils veulent, comme nos prétendus représentants : ils ont une mission précise à accomplir), et la priorité donnée à la recherche du consensus sur le vote majoritaire, en cas de question litigieuse. » ... (p. 173)

---

3 *Ibid.*

L'organisation politique, et son corollaire, le conflit, ne peuvent être méprisés, ils sont la condition de l'avènement et du maintien de la liberté positive.

« Si l'autonomie est forcément sociale, elle est aussi nécessairement territoriale et passe par le partage de biens communs (terres et outils), ce qui permet de cultiver d'autres modèles de comportement que le "souverainisme existentiel" lié à la propriété privée. » (p. 193)

Il nous faut renouer avec la positivité de la notion grecque **d'autarcie** (*autarkeia* : *autos* : soi-même ; *arkeia* : gouvernement) qui est « la capacité d'une cité à se suffire à elle-même ».

Il ne peut y avoir d'autosuffisance sans autogouvernement. L'autarcie ne signifie pas vivre replié sur soi mais être capable d'autosuffisance.

« Mais l'autosuffisance se rapporte d'abord aux choses. Son but n'est pas de se passer des "autres", mais de permettre de choisir qui l'on veut voir, et quand. Or, cette liberté suppose qu'on ne soit pas enchaîné malgré nous à certaines personnes ou certaines instances. L'autosuffisance est donc la condition pour nouer des liens libres, basés sur le besoin de voir autrui plutôt que sur le besoin de ce qu'il détient, qui n'induit pas toujours, tant s'en faut, des relations saines. » (p. 177)

Pour lutter contre le monde existant il nous faut élaborer des formes de vie qui en soient moins tributaires et être capables de les défendre. Depuis 1994, les Zapatistes parviennent à combiner une lutte d'autodéfense et une construction de l'autonomie<sup>4</sup>.

Les revendications régionalistes doivent rechercher l'autonomie matérielle et la capacité d'autodéfense.

L'autonomie concerne le politique, l'économique et la technologie.

## **b. Politiser la question technique**

Questionner les techniques permet de distinguer celles qui accroissent l'autonomie de celles qui la limitent, voire la détruisent.

En effet, les techniques ne sont pas neutres, elles modifient les structures sociales, nos modes de déplacement, de communication, notre imaginaire, notre rapport aux autres, et peuvent même nous dominer.

S'appuyant sur les recherches de Ivan Illich et Lewis Mumford<sup>5</sup>, Aurélien Berlan rappelle que critiquer la technique est un préalable pour comprendre l'aliénation moderne, les nuisances des technologies modernes et la nécessité de revenir à des « outils conviviaux », c'est-à-dire que les usagers peuvent contrôler eux-mêmes. Pour maintenir l'autonomie, il est nécessaire de trouver un équilibre entre « ce dont on dispose et ce dont on ressent le besoin ». Ce qui suppose un équilibre entre, « les ressources que nos capacités techniques nous permettent d'utiliser. » (p.175)

---

4 Baschet J., (2005), *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Flammarion ; Ornelas Bernal R., (2007), *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste. Du soulèvement armé à la naissance des « caracoles »*, Rue des Cascades.

5 Lewis Mumford distingue technique démocratique et technique autoritaire. Les techniques démocratiques désignent « production à échelle réduite, reposant principalement sur la compétence humaine et l'énergie animale, mais toujours activement dirigée par l'artisan ou l'agriculteur, même lorsqu'ils utilisent des machines. » Les techniques autoritaires, quant à elles, font appel à une organisation centralisée qui délivre une minorité des tâches matérielles.

Les techniques industrielles refusent de limiter les besoins, au contraire, elles ne cessent d'en créer de nouveaux au mépris du monde matériel, vivant, humain.

La valorisation de la vie contemplative et intellectuelle a conduit au mépris du travail manuel<sup>6</sup>. La séparation entre travail intellectuel et travail manuel a conduit à une division du travail toujours plus hiérarchisante au profit d'une classe dominante minoritaire qui « pense » pour une majorité qu'elle souhaite abêtir. Il nous faut donc valoriser le travail manuel, le travail intellectuel critique, et renouer avec l'organisation collective. Faire par soi-même procure une joie plus intense que le plaisir d'avoir, et l'autolimitation des besoins que cela impose n'est plus une frustration mais une satisfaction. L'abondance n'est pas dans l'assouvissement de besoins toujours plus nombreux mais, à l'inverse, dans la satisfaction d'assouvir un nombre de besoins limités<sup>7</sup>.

L'autoproduction et l'autoconsommation permettent aussi d'annuler la séparation entre producteur et consommateur, mettant ainsi à mal la société marchande. Cela implique de privilégier les circuits courts et le communalisme, de critiquer les « grands projets » et le productivisme, de privilégier des techniques décentralisées et adaptées aux conditions locales, de relocaliser des instances de productions et de décisions.

Il s'agit de faire le tri entre les techniques qui soulagent les efforts et renforcent l'autonomie, et celles qui prétendent nous en délivrer, mais nous rendent dépendants des industries qui les produisent. Aussi, seules les petites structures peuvent se réapproprier les moyens de production, l'autogestion. Aucun garde-fou juridique ne peut maintenir l'autonomie à partir d'une certaine taille. C'est pour ces raisons qu'il est indispensable de réfléchir en pratique au type d'outillage à employer si nous voulons créer une nouvelle société plus juste et égalitaire.

« Car tous les peuples ont d'abord vécu de ce qu'ils trouvaient sur place. Leur prospérité dépendait de l'équilibre qu'ils réussissaient à trouver entre leurs ressources, leurs techniques et leurs besoins. » (p. 193)

Pour parvenir à l'autonomie, il est nécessaire de déprofessionnaliser la politique et la subsistance, les arracher aux prétendus experts qui les accaparent, et se réapproprier les savoirs et les techniques correspondantes.

### c. La subsistance : reconquête de la liberté

Les paysans ne se sont jamais battus pour être délivrés de la condition humaine mais pour pouvoir librement à leurs besoins :

•**1525** : la guerre des paysans en Allemagne : revendications pour l'abolition de certaines formes de dominations (sacerdotale, féodale, judiciaire), de certaines taxes, liberté de chasse et de pêche, restitution de la forêt et des communaux<sup>8</sup> ;

•**1649** : les bêcheux, le 1<sup>er</sup> avril 1649, pour signifier que « c'est indéniablement affaire de justice que le peuple travailleur puisse bêcher, labourer et habiter sur les communes sans avoir à louer ou à payer une redevance à quiconque<sup>9</sup> ». Le choix du dimanche pour mener cette action souligne symboliquement le refus des pratiques religieuses imposées par l'Église. Ils ont squatté des terres

6 Minski A., (2018), Expropriation des corps, destruction des esprits : les cordes de pensée contre l'aliénation, revue *Les ruminants* : <https://lesruminants.com/2024/04/29/expropriation-des-corps-destruction-des-esprits-les-cordes-de-pensees-contre-lalienation-ana-minski/>

7 Renaud G., (2018), *Le sens des limites, contre l'abstraction capitaliste*, L'échappée.

8 Pianzola M., (1958) *Thomas Munzer ou la guerre des paysans*, Hors limite, 2015.

9 *A letter to Lord Fairfax and his Council of War*, texte rédigé par Gerrard Winstanley: [http://www.yorku.ca/comninel/courses/3025pdf/Letter\\_to\\_Fairfax.pdf](http://www.yorku.ca/comninel/courses/3025pdf/Letter_to_Fairfax.pdf)

communales encloses et y ont cultivé de quoi se nourrir. Mais les colonies ont été détruites et le mouvement s'est donc éteint vers 1650 ;

•**1829** : la guerre des Demoiselles en Ariège, les paysans contre un nouveau Code forestier qui privait les paysans de leur ancien droit d'usage comme la collecte du bois ou le pâturage des bêtes ;

•**1980** : les Kényanes de la région de Maragua, ont récupéré des terres, arraché les plants de café et cultivé à la place des légumes à destination des marchés locaux.

Il est important de comprendre que l'autonomie politique n'est possible que si le groupe bénéficie d'une autonomie matérielle. Pour cela, le groupe doit assurer sa subsistance, c'est-à-dire qu'il doit pourvoir à ses propres besoins, faire par ses propres moyens et vivre de ses propres ressources. L'autonomie matérielle n'est possible que dans l'autosuffisance, l'autoproduction et l'ancrage local.

Les classes dominantes n'ont eu de cesse de contrôler, ponctionner, exploiter les paysans. Si la paysannerie a longtemps été une classe autonome sur le plan matériel, elle ne l'était pas sur le plan juridico-politique. Considéré comme un mécréant qu'il fallait christianiser, civiliser, le paysan, du fait de la rapacité et de la violence des classes dominantes, était misérable, peinait à se nourrir.

Les classes dominantes ont œuvré sciemment pour les déposséder de leur moyen de subsistance et des communs, afin de mieux les exploiter et profiter de leur force de travail<sup>10</sup>.

La subsistance désigne la vie dans la durée et rime avec persistance et résistance. Les subsistances ce sont les vivres. Elles s'opposent au supermarché industriel de l'économie globalisée.

Il s'agit donc de faire par nous-mêmes « qu'il s'agisse des denrées alimentaires, des tâches ménagères ou de problèmes relationnels à résoudre. » (175)

Le projet que propose Aurélien Berlan est celui de renouer « avec les modes de vie des classes populaires occidentales, notamment paysannes, jusqu'au milieu du XXe siècle. » (p. 18)

Tout en réinventant « la subsistance en dehors des rapports traditionnels de domination personnelle » (p. 161) Sans oublier qu'« être en mesure d'assurer sa subsistance ne rend pas libre si l'on n'est pas en mesure d'assurer sa propre défense. » (196)

S'émanciper du système industriel aliénant et écocide implique de créer un ancrage territorial, de partager un territoire sous la forme de communaux, de terres gérées en commun. Pour y parvenir, il est nécessaire de connaître son territoire et les êtres avec qui nous le partageons. Il est aussi nécessaire d'accepter la conflictualité inhérente à la vie collective. En effet, la vie sociale est basée sur la pluralité et l'altérité, pour maintenir des formes d'organisation collective qui permettent d'assurer pour tous une autonomie matérielle, il faut donc apprendre à gérer les conflits, à résoudre les tensions.

**Ana Minski**  
**Relecture et corrections : Lola**  
**Lesruminants.com**

---

<sup>10</sup> Minski A., (2022), « Capitalisme, immigration, racisme de Saïd Bouamama (recension) », revue *Les ruminants* : <https://lesruminants.com/2022/03/09/capitalisme-immigration-racisme-de-said-bouamama/>